

Le 4-05-2015

CANADA
PROVINCE DE QUÉBEC
District : *MTL*

PROCÈS-VERBAL D'AUDIENCE (suite)

755-17-002790-10425

N°

RÉFÉRENCES

(IBERVILLE)

11/400

11/410

11/411

*Échange entre le TRIBUNAL et les
parties*

Suspension

Reprise de l'audience

Remarques du TRIBUNAL

P.O. JUGEMENT:

*Vu la REQUÊTE, les pièces,
les déclarations assermentées produites
de part et d'autre;*

*Vu la résolution du
23 AVRIL, pièce P-5 ainsi que celle
du 30 AVRIL 2015, P-8, adoptées par
le Conseil de la Ville de ST-JEAN-SUR-RICHÉLIEU*

*Vu la résolution du 22
NOVEMBRE pièce P-2 et du 25 AVRIL 2015,
adoptées par le Comité exécutif;*

*Vu l'article 6.2 AL(5) du
règlement 0662 de la VILLE pièce P-7
en vigueur le 30 AVRIL 2015;*

*Vu l'article 71, 2^{ÈME}
PARAGRAPHE de la Loi sur les CITIES ET VILLES;*

*Vu l'article 1 L) du Code
du TRAVAIL et la définition de SALARIÉ et
notamment l'alinéa (1);*

*Vu le Contrat d'embauche
du Demandeur pièce P-3 et la descrip-
tion des tâches qu'il contient;*

735-17-002790-176

RÉFÉRENCES
(1300VILLE)

4-05-2018

PROCÈS-VERBAL D'AUDIENCE (suite)

Vu la Décision: SYNDICAT
Des employés et employées PROFESSIONNELS
et de BUREAU SECTION LOCALE 57-VS-
LE BUREAU DU QUÉBEC 1994 TT482;

Vu que le Demandeur n'ap-
paraît pas dans l'état actuel du dossier
notamment vu le Contrat P-3 et la
Déclaration assermentée du 4 mai 2018
de celui-ci, être un gérant de son
représentant de l'Employeur dans ses
relations avec les salariés aux
termes de l'article 1 L) - Du Code du
TRAVAIL;

Vu que dans cette perspec-
tive au regard du règlement O.R. 2, pièce
P-2 seul le Comité exécutif pourrait
destituer le Demandeur;

Vu que la résolution du
30 AVRIL pièce P-8 apparemment adoptée de
Racon ultra vires des pouvoirs de la
VILLE;

Vu que dans les circonstances
le Demandeur possède un Voit Clair
mais que de toute façon il rencontre
les autres critères pour obtenir le
statut de chercheur;

Vu que le Critère de

755-17-002790-188

RÉFÉRENCES
(i) BORVILLE

4-05-2018

PROCÈS-VERBAL D'AUDIENCE (suite)

*l'urgence est satisfait et est donné
que la résolution du Conseil datée
du 30 AVRIL antérieure son exécutoire-
ment auparavant prononcée le 23
AVRIL 2018 et que nous sommes le
4 MAI 2018;*

*Vu que le Demandeur
a droit à l'exécution en nature de
l'obligation à cette étape en regard
du fait que la résolution P-8 apparaît
illégale;*

*Vu que le Demandeur subit un
préjudice irréparable et que suite
à ce redire son droit à l'exécution
en nature de l'obligation subsiste
jusqu'à preuve du contraire ce qui
sera probablement ultérieurement
sujet à débat devant cette COUR;*

*Vu que la balance des
intérêts penche en faveur du
Demandeur à cette étape et dans
l'état actuel des choses puisqu'il
subirait un préjudice personnel
et que cela apparaît de sa déclaration
assurément alors que ces effets sur
la VILLE apparaissent de nature plus
politique que d'autre nature encore*

755-17-002790-180

RÉFÉRENCES
(iBERVILLE)

*une fois à cette étape et dans l'état
du dossier;
Vu donc que le demandeur
a droit à l'im des remises rock-
Phos;*

*Sur ces motifs le TRIBUNAL
émet une ordonnance d'injection
PRÉVISIOIRE et ordonne le sursis de
l'exécution de la résolution adoptée
par le CONSEIL DE VILLE DE ST-JEAN-SUR-
RICHELIEU le 30 AVRIL 2018 pièce P-8
intitulée RETOUR SUR LA RÉSOLUTION NO. 2018-
04-0193 - CENGÈDREMENT DE L'EMPLOYÉ
PORTANT LE NO. 00789 pour valoir
jugement le 14/MAI 2018 à 17 heures
trois à suivre*

11/45

[Signature]
[Signature]

[Signature]
H.N. JUGE MARC-ANDRÉ BLANCHARD